



COMMISSION EUROPÉENNE
OFFICE D'AIDE HUMANITAIRE (ECHO)

Décision d'octroi d'une aide humanitaire
Article 23 02 01 du budget général de l'Union européenne

Intitulé: Aide humanitaire en faveur des populations d'Ouganda afin d'assister les groupes de population vulnérables affectés par l'insécurité et les aléas climatiques.

Lieu de l'opération: **Ouganda**

Montant de la décision: **6 millions d'euros**

Numéro de référence de la décision: **ECHO/UGA/BUD/2004/01000**

Exposé des motifs

1 - Justification, besoins et population cible

1.1. - Justification

La situation humanitaire dans le nord, le centre et l'est de l'Ouganda, en pays Acholi, dans le Teso¹ et le Lango s'est considérablement dégradée en 2003 et, comme l'a signalé le Sous-secrétaire des Nations unies pour les affaires humanitaires et coordonnateur de l'aide d'urgence, Jan Egeland, «*le conflit dans le nord de l'Ouganda est actuellement la plus grande crise humanitaire oubliée et négligée dans le monde.*»² Le nombre des personnes déplacées a augmenté de 500 000³ et est passé de 800 000 au début de 2003 à un total estimé à 1 217 000¹ aujourd'hui, près de 2 millions de personnes (enfants enlevés, migrations de nuit, personnes déplacées vivant dans des camps et réfugiés) étant affectées par la crise humanitaire. Étant donné qu'au début de 2002 il était envisagé de les réinstaller et de réhabiliter les zones concernées, le gouvernement ougandais est plus conscient, à la fin de 2003, de la nécessité d'accepter la médiation d'une tierce partie pour remédier au conflit et d'entamer des négociations de paix. Le 3 juillet 2003, le Parlement européen a adopté une résolution concernant le nord de l'Ouganda, qui condamne de telles attaques, demande l'apport d'une aide humanitaire par ECHO et réclame une solution au conflit. La crise a généré davantage de besoins en doublant l'aire géographique affectée. Les attaques de l'ARS (Armée de résistance du Seigneur) ont entraîné une grande insécurité à l'extérieur du pays Acholi, s'étendant dans des districts situés plus au sud, tels que Lira⁴, Soroti et Katakwi⁵ et ont atteint

¹ Dans le Teso, on estime que le nombre des personnes déplacées a augmenté de 330 000¹ par rapport à l'année dernière à cause des déplacements de populations qui ont eu lieu de juillet à octobre 2003. Les chiffres du HCR pour septembre 2003 peuvent être consultés à l'adresse suivante : <http://www.reliefweb.int/w/rwb.nsf/unid/37070a76bd15171085256dc500749b63>

² <http://www.reliefweb.int/w/rwb.nsf/s/E1F176894430FDEEC1256DDB0056EA4C>

³ «La population déplacée en Ouganda a augmenté d'un tiers (plus de 300 000) en juin dernier, lorsque l'ARS a lancé une offensive dans la région orientale du Teso, doublant presque la quantité de territoires assiégés». Panafrikan News Agency 20/11/03.

⁴ Les leaders religieux en pays Acholi ont déclaré, «*nous avons besoin d'urgence de nourriture, d'abris, d'eau et d'assistance sanitaire. La ville de Lira est envahie par un flot de personnes déplacées qui dépasse ses capacités*», MISNA, 20/11/03.

les parties centrales du territoire national, certaines se déroulant à moins de 300 km au nord-est de la capitale, Kampala.

La première raison de la crise humanitaire est le haut niveau d'insécurité qui a pratiquement paralysé les activités économiques et contraint un nombre pratiquement ingérable de personnes à quitter leurs foyers pour chercher refuge dans des camps.

La seconde raison de l'insécurité qui cause les déplacements de populations, quoique nettement moins importante que la première par son ampleur, est liée aux raids effectués par des guerriers Karamojong pour voler du bétail dans le nord-est de l'Ouganda, dans les districts de Kotido, Kitgum, Pader et Lira, ces 3 districts étant également affectés par l'ARS ce qui aggrave les problèmes endurés par leurs habitants. Les conséquences de ces vols de bétail, qui sont pratiqués depuis des siècles et considérés par beaucoup comme une tradition culturelle des Karimojong ont atteint des dimensions intolérables avec la propagation des armes à feu modernes dans la région. On estime que 150 000 personnes, soit un tiers de la population du district de Katakwi, sont actuellement déplacées et ont totalement perdu leurs bases d'existence familiales.

Troisièmement, la politique généreuse de la porte ouverte pratiquée par l'Ouganda a encouragé un grand nombre de citoyens des pays voisins à venir chercher protection à l'intérieur de ses frontières. Le nombre de réfugiés se trouvant actuellement en Ouganda est de 210 600⁶. Ce sont principalement des Rwandais, Congolais et Soudanais, ces derniers venant pour la plupart du sud du Soudan.

1.2. - Besoins identifiés:

Les développements récents (échec des négociations de paix en avril 2003, intensification des hostilités avec l'ARS spécialement dans le Teso) ont entraîné une augmentation immédiate des besoins. Les déplacements de populations ont conduit au rassemblement de milliers de personnes dans des campements où les services de base sont inadéquats ou inexistantes. Ces conditions sont encore aggravées par l'augmentation des enlèvements d'enfants et par la prévalence du phénomène des «navetteurs de nuit».

Les déplacements prennent plusieurs formes. Quelques déplacements ont été organisés par l'armée ougandaise (UPDF: Ugandan Peoples Defence Forces). Certaines zones ont subi des déplacements forcés, comme conséquence directe d'attaques de l'ARS, de tueries ou de pillages. Enfin, pour les personnes vivant en particulier près des villes principales, comme c'est le cas en pays Teso, notamment à Soroti, les déplacements sont dus à la rébellion de l'ARS et à la crainte d'enlèvements.

Les points suivants méritent de recevoir une attention particulière de la communauté humanitaire:

⁵ Christine Aporu, secrétaire d'État pour la préparation aux catastrophes a déclaré le 27/11/03 lors d'une réunion sur le conflit Teso-Karamoja à Kampala que le nombre des personnes déplacées à Katakwi dépassait les 200 000. Selon le recensement démographique de 2002, le district de Katakwi a une population de 267 304. «La situation des personnes déplacées à Katakwi est en train d'échapper à tout contrôle. Presque tout le district de Katakwi vit dans des camps. *«Il est grand temps que nous résolvions le conflit entre les Iteso et les Karamojong. Il est très coûteux et très difficile de garder les gens dans des camps.»*

⁶ Les chiffres du HCR pour septembre 2003 peuvent être consultés à l'adresse suivante : <http://www.reliefweb.int/w/rwb.nsf/unid/37070a76bd15171085256dc500749b63>

Santé et nutrition: Ce secteur est toujours très préoccupant dans un contexte de crise, en particulier là où le surpeuplement et de mauvaises conditions d'hygiène risquent de favoriser la propagation d'épidémies. On s'inquiète en particulier, en cas d'épidémie, du manque de ressources et de capacités pour y faire face, de la faible couverture vaccinale et de l'approche de la saison du paludisme alors que la population manque d'une éducation adéquate en matière de prévention et que les médicaments sont rares. À cela s'ajoute le problème du VIH/SIDA. Bien que l'Ouganda se soit acquis une réputation bien méritée pour avoir entrepris très tôt la lutte contre ce fléau et être parvenu à réduire les taux d'infection, en particulier dans le sud du pays, les taux dans le nord sont en train de monter en flèche. Les maladies sexuellement transmissibles (MST) sont en recrudescence et continuent de progresser, et les taux de séropositivité sont de 12,5% dans les camps. La prévalence du paludisme chez les enfants de moins de cinq ans atteint 77% contre 40% pour l'ensemble du pays. Le taux de vaccination est de 25% contre 44,3% pour le territoire national. La mortalité maternelle est de l'ordre de 1 200 pour 100 000 naissances vivantes et deux fois plus élevée que la moyenne nationale⁷.

Le conflit en cours, associé à la sécheresse et à l'insécurité alimentaire qui en résulte dans certaines régions, a d'ores et déjà un impact sur l'état nutritionnel de la population. Des cas de malnutrition sont déjà apparus, mais les chiffres peuvent accuser certaines divergences à cause du manque d'accès aux populations vulnérables et du fait que différentes organisations couvrent différentes zones géographiques. Des taux croissants de malnutrition ont été observés au début de cette année par des missions d'évaluation récentes (en particulier dans le district de Pader⁸ où un taux global de malnutrition aiguë de 14% a été mentionné). En juillet 2003, les taux de malnutrition n'avaient pas encore atteint des niveaux d'extrême urgence, mais ils ont augmenté continuellement, comme prédit dans la décision précédente de financement du FED de cette année⁹. Dans les camps, les données disponibles indiquent des taux de malnutrition de 6,7 à 12,3% chez les enfants âgés de moins de 5 ans. Des chiffres récents de Soroti confirment des taux de malnutrition se situant au niveau supérieur de l'échelle. D'autres facteurs influent sur les taux d'admission: l'insécurité empêche l'accès, et les mères n'ont pas appris à reconnaître les «signes d'alarme».

Alors que des statistiques globales sur la situation sanitaire actuelle ne sont pas disponibles, à cause du manque d'accès aux régions affectées, des informations qualitatives indiquent une détérioration abrupte de la situation de santé durant l'année 2003 par suite d'autres déplacements de populations et de la diminution des ressources des groupes vulnérables concernés. Le manque de quantités suffisantes d'eau potable, d'installations sanitaires et de nourriture favorise la propagation de maladies hydriques, d'infections aiguës des voies respiratoires et accroît les risques de maladies contagieuses, telles que le choléra. Dans l'est de l'Ouganda, le nombre croissant des personnes déplacées excède les capacités de réponse des organisations de secours locales, ce qui fait augmenter le danger d'une crise sanitaire. Les camps de déplacés surpeuplés, ne disposant pas d'installations adéquates de distribution d'eau et d'assainissement ont des conséquences néfastes sur l'état de santé des personnes déplacées. Là où les écoles servent en même temps de camps de déplacés, les maladies se propagent

⁷ AVSI et statistiques nationales

⁸ Déjà avant la détérioration de la situation de sécurité après le lancement de l'opération «main de fer», la situation sanitaire dans le nord de l'Ouganda était très difficile, et ceci de façon chronique. Dans le district de Pader, par exemple, le taux brut de mortalité était de 1,33/10 000/jour et le taux de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans était de 2,23/10 000/jour. Dans le district de Kitgum, le taux brut de mortalité était de 1,41/10 000/jour, et le taux de mortalité chez les moins de 5 ans était de 1,98/10 000/jour.

⁹ ECHO/UGA/254/2003/01000 (B-ENV): 2 000 000 €: voir paragraphe Santé et nutrition.

rapidement parmi les élèves et les habitants locaux (voir ci-dessus le paragraphe Éducation)¹⁰.

En même temps, un grand nombre de postes de santé ruraux ont été pillés, endommagés ou abandonnés par leur personnel durant les derniers mois. Les postes restants, coupés des lignes d'approvisionnement, manquent de médicaments et peuvent être considérés comme non opérationnels. Les centres de santé desservant les camps situés autour de Kitgum et Gulu sont sous-approvisionnés, surchargés et soumis à des pressions quasi intenable. La fourniture d'une gamme complète de services de santé dans la région est donc réduite à quelques établissements, principalement en milieu urbain ou périurbain, notamment aux hôpitaux de district. Les données disponibles concernant les hôpitaux montrent qu'entre juin et septembre 2002, par rapport à la même période en 2001, le nombre de consultations et la consommation de médicaments dans les services de soins ambulatoires des 4 hôpitaux de Kitgum, Gulu et Pader ont augmenté de 40% (les cas recensés comprenant également un grand nombre de patients blessés par des armes à feu, ce qui confirme que le nord de l'Ouganda est devenu une zone de guerre), sans que des ressources publiques supplémentaires ne soient mises à la disposition de ces structures de santé surchargées, qui souffrent toutes de graves pénuries de médicaments et d'un manque de personnel expérimenté.

Eau/assainissement: La couverture en latrines n'atteint pas 20% en moyenne dans les camps, et l'approvisionnement en eau dans certains d'entre eux est de moins de 3 litres/personne/jour, alors que le minimum requis pour la boisson et la cuisine est de 5 litres, auxquels il faudrait ajouter 15 à 20 litres pour l'hygiène corporelle et la lessive¹¹.

Déjà avant les événements qui ont suivi l'opération main de fer en mars 2002, le manque de connaissances sur des pratiques adéquates d'hygiène et d'assainissement associé au surpeuplement général des «villages protégés» et les faibles disponibilités d'eau contribuaient déjà à favoriser la prévalence de maladies telles que le paludisme, la diarrhée et les infections respiratoires. La gravité des carences sanitaires s'est révélée dans toute son acuité lors de la dernière épidémie d'Ebola dans le district de Gulu en 2000/2001. Dans les camps de déplacés du district de Gulu, par exemple, la couverture en latrines était de 18,22%, et la disponibilité en eau était de seulement 3,55 litres/personne/jour. Les conditions d'approvisionnement en eau et d'assainissement se sont sensiblement détériorées depuis lors dans les zones de forte concentration de population. De plus, les hôpitaux sont souvent choisis comme points de rassemblement par les personnes déplacées, ce qui gêne la qualité des soins médicaux offerts par ces structures et expose les patients à des risques sanitaires supplémentaires. Les disponibilités en eau potable exprimées en nombre de litres par personne et par jour et le nombre de latrines par personne sont de loin inférieurs aux standards minimums recommandés dans des situations d'urgence. Même si des statistiques globales actuelles ne sont pas disponibles, à cause du manque d'accès aux populations affectées, des chiffres communiqués régulièrement, tels que 3000 à 5000 personnes par point d'eau (camps de déplacés d'Acet et de Pagak) et 300 personnes par latrine (camp de réfugiés à l'école publique de Kitgum), indiquent que la situation est très difficile. Selon une estimation grossière de la situation dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement dans les camps effectuée en juillet 2003, les besoins ne seraient couverts qu'à 20%.

Sécurité alimentaire: À cause de la pluviosité insuffisante et imprévisible, la récolte de 2002 dans les districts de Kotido, Kitgum et Pader a été un échec total, avec des pertes de

¹⁰ Uganda Complex Emergency Situation Report (FY 2004)
<http://www.reliefweb.int/w/rwb.nsf/unid/37070a76bd15171085256dc500749b63>

¹¹ ACF

rendement de 80%. La baisse de la production a été encore aggravée par le fait que les agriculteurs n'ont pas pu récolter toutes leurs cultures, à cause de l'insécurité qui a rendu les champs inaccessibles (entravant même fortement une distribution efficace de l'aide alimentaire du PAM)¹². Pour la même raison, les agriculteurs n'ont pas pu produire des semences pour la prochaine campagne agricole. Les avoirs commercialisables tels que le bétail ou d'autres biens sont rares à cause des vols d'animaux et des pillages commis par l'ARS ou les guerriers Karamojong. Par conséquent, la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire risque d'augmenter très fortement dans les prochains mois et précipiter les déplacements ou entraîner une hausse générale de la morbidité et de la mortalité liées à la sous-alimentation.

Alors que la population en pays Acholi avait pu, même dans les camps, maintenir un niveau d'autosuffisance considérable grâce à l'agriculture et à d'autres activités économiques avant l'actuelle détérioration (le PAM n'avait à fournir que 30% de rations alimentaires) elle est maintenant dépendante à 100% de l'assistance humanitaire par suite des difficultés d'accès causées par l'insécurité. Le nombre total de personnes déplacées regroupées dans des camps a été estimé (et est peut être plus élevé), mais l'accès à de nombreuses zones est extrêmement limité – voire impossible – et une évaluation complète n'a pas pu être effectuée. La population actuelle de réfugiés en Ouganda est de 210 600¹³. La situation des réfugiés venus du sud du Soudan ou du Congo et vivant dans des camps est actuellement comparable à celle des personnes déplacées.

Besoins non alimentaires: Les besoins concernant des produits non alimentaires diffèrent en fonction des types de déplacement. Les plus durement affectés sont les ménages qui ont dû fuir leur localité d'origine à la suite d'une attaque de l'ARS ou des Karamojong ou de combats entre l'ARS et l'armée ougandaise. Ces ménages (100 000 personnes dans les régions de Lira, Soroti et Pader respectivement), ont pour la plupart perdu leurs biens. D'autres familles qui ont cherché refuge, à titre préventif, dans des camps de déplacés ou d'autres zones protégées ont souvent emporté au moins une partie de leurs biens, mais ont encore besoin d'abris¹⁴.

Protection et coordination: Le conflit dans le nord de l'Ouganda est caractérisé par un degré épouvantable de brutalité et de terreur. Les campagnes de terreur de l'ARS contre la population locale sont sans nul doute de la pire espèce. Des enfants ont été enlevés¹⁵, souvent après avoir été forcés de tuer leurs propres familles, de manière à les aliéner de leur communauté, et ont été entraînés à terroriser et à tuer à leur tour. Les filles ont été généralement «mariées» à des rebelles adultes plus âgés. Si certains sont parvenus à s'échapper, le nombre total d'enfants encore gardés en captivité est estimé à plus de 10 000. Et après 17 ans de guerre, il est supposé que la grande majorité des combattants actuels de l'ARS sont en réalité d'anciens enfants enlevés. Si l'évolution récente du conflit, notamment le fait que l'ARS a quitté ses bases au Soudan, a fait augmenter le nombre des enlèvements, elle a aussi permis la fuite de beaucoup d'enfants enlevés. Actuellement, le nombre des anciens enfants-soldats se trouvant dans des centres de réhabilitation ne cesse d'augmenter.

1.3. - Population cible et régions concernées:

Personnes déplacées et réfugiés séjournant dans des camps: Le nombre des personnes déplacées se trouvant dans des camps a sensiblement augmenté au cours des derniers mois:

¹² PAM

¹³ Les chiffres du HCR pour septembre 2003 peuvent être consultés à l'adresse suivante : <http://www.reliefweb.int/w/rwb.nsf/unid/37070a76bd15171085256dc500749b63>

¹⁴ Croix-Rouge

¹⁵ Rapport UNICEF du 30/10/03.

en octobre 2003, il y avait 17 camps à Kitgum, 33 à Gulu, 12 à Pader et des camps nouvellement créés dans le Teso. C'est la première fois que la population Teso a été victime d'attaques de l'ARS. Terrifiée, la population a fui en masse et s'est rassemblée dans la ville de Soroti où elle a trouvé refuge dans les écoles et les bâtiments publics. Depuis l'incursion de l'ARS le 15 juin à Obalaya, il y a eu des déplacements de populations du district de Katakwi et des sous-sections de Tubur, Katine, Arapai et Gweri vers le district de Soroti. La ville de Soroti avait à l'origine 43 000 habitants et, jusqu'à la mi-août, ce nombre avait triplé. Selon la dernière estimation, la population déplacée serait de 92 000. Les sites se sont développés «spontanément», sans planification suffisante et sans les infrastructures nécessaires. Les villes principales abritent de nombreux navetteurs de nuit, dont les séjours temporaires commencent à devenir permanents, avec pour conséquence que certaines installations (écoles, églises, trottoirs couverts par des vérandas, installations électriques) se transforment en camps non officiels pour personnes déplacés, où peu de dispositions sont prises pour assurer la couverture des besoins en eau et assainissement et où les prestations de services sociaux sont extrêmement limitées (santé et éducation notamment).

Population résidente/communautés d'accueil: Les besoins de la population d'accueil sont également urgents. Les infrastructures sociales et économiques ont été endommagées par le conflit et sont exposées aux attaques et pillages des rebelles ou considérées comme suspectes par l'UPDF. La région et ses résidents souffrent non seulement du conflit en cours, mais aussi du sous-développement chronique (auquel vient s'ajouter le problème du VIH/SIDA). La situation déjà difficile des habitants qui sont restés dans leurs localités est encore aggravée par le fait qu'ils doivent maintenant partager leurs maigres ressources avec les réfugiés et personnes déplacées vivant dans les camps voisins.

«Migrations de nuit»: Comme déjà mentionné plus haut, même les familles qui ont choisi de rester chez elles, craignent souvent de le faire pendant les périodes d'activité intense de l'armée ou des rebelles. Ainsi est apparu dans le nord de l'Ouganda le phénomène des déplacements temporaires ou pour la nuit. Le nombre des «migrations de nuit» est estimé actuellement à 13 000 à Gulu et 7 000 à Kitgum, ces chiffres ayant triplé dans la seule ville de Gulu entre février et mai 2003. Les rapports les plus récents venant du district de Lira, qui a été la cible principale des attaques de l'ARS, sont très inquiétants. Ils signalent que de nombreux villages ont été abandonnés, que les huttes et les greniers ont été incendiés et que les villageois sont venus grossir la population de la zone déjà très encombrée du marché central. La majorité des navetteurs de nuit sont des enfants qui parcourent jusqu'à 10 km pour chercher refuge et échapper au risque d'enlèvement par l'ARS. Les enfants sont un groupe très vulnérable, exposé aux mauvais traitements et à l'exploitation sexuelle. Comme la saison des pluies va commencer en avril 2004, la fourniture d'abris protégés sera de la plus grande importance, d'autant plus que le risque de propagation de graves épidémies va augmenter.

Enfants: Mis à part le phénomène des migrations de nuit, la vulnérabilité des enfants dans le nord du pays est devenue un problème général, qui affecte leur avenir et leurs moyens d'existence. En période de conflits, les enfants sont toujours vulnérables et sont plus que jamais exposés aux pires souffrances. Dès le début, l'ARS a utilisé l'enlèvement d'enfants comme un moyen de «recrutement», préférant souvent les enfants plus jeunes, qui peuvent être terrorisés, contrôlés, et dont le cadre moral n'est pas encore entièrement développé et donc plus facile à «former». Une fois capturés, ils sont soumis à des actes d'une indicible brutalité et forcés à commettre eux-mêmes de tels actes, dès qu'ils sont sous domination psychologique. Ceux qui ne se plient pas ou qui tentent en vain de s'échapper subissent la torture et même la mort. Les enfants des deux sexes peuvent servir de porteurs ou de «soldats», mais les filles sont, de surcroît, victimes d'abus sexuels en tant qu'«épouses» des

commandants rebelles¹⁶. Les enlèvements par l'ARS terrorisent l'ensemble de la population et la prédominance d'enfants dans les migrations de nuit – dont beaucoup doivent marcher pendant des heures matin et soir pour trouver une relative sécurité – souligne de façon dramatique la menace spécifique qui pèse sur eux. Pendant la seule période de juin 2002 à juin 2003, 8 400¹⁷ enfants ont été enlevés dans le district de Gulu, contre 100 durant le même intervalle de temps dans les années précédentes. Au total, 20 000 enfants¹⁸ ont été enlevés durant les 17 ans que dure l'insurrection de l'ARS, un bilan absolument alarmant.

- *Enfants-soldats*: Bien qu'ayant été recrutés contre leur volonté par l'ARS, le statut des enfants-soldats apparaît ambivalent aux yeux des autorités ougandaises. Il y a lieu de noter avec inquiétude que dans ses déclarations sur l'ARS – qu'il s'agisse des groupes qui attaquent, ou de ceux qui sont capturés ou tués – l'UPDF parle exclusivement de « rebelles », même lorsque ceux qui ont trouvé la mort dans des affrontements sont de très jeunes enfants. Il est reconnu que l'utilisation d'enfants enlevés pose un réel dilemme: un adolescent armé âgé de 14 ans peut être aussi dangereux qu'un soldat adulte. Cependant, pour pouvoir réhabiliter ces « soldats », qui sont eux-mêmes des victimes, tous les efforts doivent être faits en vue de traiter ce problème avec la sensibilité requise.
- *Personnes préalablement enlevées*: Un petit nombre d'enlevés arrive à s'échapper ou à se rendre aux autorités publiques. Même pour ceux-ci, l'avenir peut être extrêmement sombre. Si certaines blessures physiques arriveront à guérir, les traumatismes psychologiques risquent d'accompagner ces enfants pour le reste de leur vie. C'est, pour ainsi dire, une « génération perdue ». Apparemment, la plupart d'entre eux ont des parents qui seraient prêts à les accepter, mais les mères adolescentes rencontrent des difficultés à cause de leurs bébés qui constituent une charge supplémentaire pour les maigres ressources familiales. Des initiatives créées à la base par la population reçoivent parfois un soutien matériel limité du gouvernement ou du district. Le recrutement de soldats parmi les anciens enlevés est couramment pratiqué par l'UPDF, qui use de coercition à un moment où les jeunes sont particulièrement vulnérables aux pressions psychologiques.
- *Éducation*: La crise dans les parties septentrionales et centrales du pays a des effets désastreux sur le bien-être et les perspectives d'avenir des enfants en Ouganda. Ils s'expliquent par le haut degré d'insécurité qui règne dans ces régions¹⁹. A cause du conflit, beaucoup d'écoles ont fermé leurs portes, d'autres ne fonctionnent que de façon intermittente, ce qui a pour effet d'interrompre l'éducation des enfants et finalement de compromettre les perspectives d'avenir de toute une génération, dont les chances de gagner de quoi vivre deviennent de plus en plus précaires, engendrant pour ces enfants une sorte de spirale descendante.

Le problème est encore aggravé par le fait que des enfants de tous âges sont contraints à se déplacer, certains s'éloignant des zones où se trouvent leur écoles pour chercher refuge dans les centres-villes (phénomène des migrations de nuit); d'autres cherchent refuge dans des écoles fermées ou fonctionnant mal, ce qui affecte l'éducation des

¹⁶ Service d'information PAM 09/10/03 (Agence France-Presse).

¹⁷ Communiqué de presse PAM du 29/07/03.

¹⁸ BBC: Article du 12/10/03 intitulé « Ugandan troops free abductees ».

¹⁹ Situation signalée dans un article de juillet 2003 du « Women's Commission for Refugee Women and Children », para. 5 et dans une lettre reçue par ECHO en octobre 2003 de Kacoke Madit, une organisation représentant la population acholi dans la diaspora et dont le siège est au Danemark.

élèves de ces écoles, dont le nombre augmente dramatiquement, entraînant de mauvaises conditions d'apprentissage dans un climat d'éducation de fortune. Étant donné que certaines écoles fonctionnent presque comme des camps de déplacés, les problèmes associés à la vulnérabilité de tels groupes sont également présents (mauvais état de santé et situation sanitaire médiocre). Il ne fait pas de doute que les écoles dans le nord et le centre de l'Ouganda ne fonctionnent pas aussi bien qu'elles le pourraient et, par suite de l'insurrection des rebelles, c'est l'avenir même de la jeunesse ougandaise qui est en jeu. Le nombre total d'écoliers déplacés est estimé à 250 000.²⁰

1.4. - Évaluation des risques et contraintes éventuelles:

L'approche d'ECHO consiste à saisir immédiatement toutes les possibilités qui se présentent pour intervenir. Les fonds sont acheminés là où ils peuvent atteindre le mieux et en temps opportun les personnes qui en ont besoin. Tel peut être le cas par exemple lorsqu'il y a une accalmie dans les hostilités. La nature imprévisible des attaques de l'ARS signifie que certaines régions sont inaccessibles pendant de longues périodes. Les organismes de secours doivent pouvoir acheminer leur aide aussitôt que les routes sont réouvertes ou qu'une protection suffisante est assurée par l'armée. La principale contrainte faisant obstacle à une mise en œuvre efficace des projets humanitaires dans les régions affectées est le haut degré d'insécurité, qui rend très difficile l'accès aux populations nécessiteuses et pose un problème majeur. À cause de l'insécurité, il n'y a que quelques rares agences humanitaires qui ont pu établir une présence dans les districts du nord et du centre du pays affectés par les attaques et qui sont capables d'apporter une assistance humanitaire efficace dans les circonstances actuelles.

Bien que les progrès des négociations de paix au Soudan, associés au rôle joué par l'Ouganda en tant que président de l'IGAD, et que les avancées réalisées sur la voie d'une paix durable avec la RDC et le Rwanda vont probablement engendrer une certaine stabilité dans la région, ce qui peut avoir pour effet de réduire les activités de l'ARS, des effets immédiats sur la situation humanitaire en 2004 ne sont pas encore escomptables pour l'instant. À court terme, on s'attend plutôt à une détérioration encore plus forte. Même si la situation devait s'améliorer spectaculairement suite à l'intervention éventuelle d'une tierce partie, la contribution immédiate consisterait en des mesures de réinstallation et de réhabilitation en vue d'inverser la tendance sans cesse croissante des déplacements massifs de population.

2 - Objectifs et composantes de l'intervention humanitaire proposée:

2.1. – Objectifs:

L'objectif est d'assister les groupes de population vulnérables affectés par l'insécurité et les aléas climatiques en Ouganda.

2.2. - Composantes:

La réponse d'ECHO est centrée sur les secteurs de la santé et de la nutrition, de l'eau et de l'assainissement, de la sécurité alimentaire, des besoins non alimentaires, de la protection et de la coordination, avec une attention particulière aux priorités stratégiques d'ECHO, c'est-à-dire, aux populations vulnérables (couvrant les femmes et les enfants) et à l'existence d'eau.

²⁰ Les enfants représentent 21% de la population: 0,21 x 1 217 000 personnes déplacées.

La résolution du Parlement européen du 3 juillet demande spécifiquement à ECHO d'avoir « une réponse rapide à la croissante crise humanitaire ... à travers un appui d'urgence augmenté visant les personnes déplacées ». ²¹

À la suite de diverses missions sur le terrain qui ont révélé le contexte épouvantable dans lequel on laisse proliférer ce conflit, l'Ouganda sera placé en 2004 au premier rang des préoccupations d'ECHO, car le pays est en proie à une « crise oubliée » et il importe de répondre aux « besoins négligés » des populations déplacées.

- **Santé et nutrition:** Les activités viseront principalement à faciliter l'accès des groupes cibles aux services médicaux et aux soins de santé primaire dans les districts concernés. Ceci implique une aide aux partenaires opérant dans les hôpitaux, dans les zones du nord du pays, à savoir le soutien des infrastructures hospitalières (approvisionnements médicaux, personnel adéquat, CNS (Centre Nutritionnel Supplémentaire), CNT (Centre Nutritionnel Thérapeutique), campagnes d'immunisation et de vaccination, attention aux composants des projets visant le HIV/AIDS). Sont pris en compte également une réponse rapide aux épidémies à travers un suivi de leur évolution et l'assurance que les partenaires sont prêts à y répondre avec les mesures appropriées. ECHO se focalisera également sur les taux de malnutrition, considérant que ceux-ci sont à la base de la prise de conscience de l'étendue de la crise humanitaire et qui aidera l'analyse de la pertinence de ses opérations. A cette fin, ECHO continuera sa coordination avec d'autres acteurs présents sur le terrain et ceux qui peuvent fournir les informations utiles (gouvernement, PAM, ACF, etc.).
- **Eau et assainissement:** L'eau est l'une des priorités d'ECHO en 2004. En Ouganda, ECHO travaille déjà avec des partenaires qui sont tout à fait conscients des besoins croissants des groupes cibles. En 2004, ECHO concentrera son attention sur le problème de l'accès à l'eau pour les populations nécessiteuses. Il importe de remédier au manque d'eau potable et d'installations sanitaires adéquates dans les camps. L'eau et l'assainissement sont essentiels pour la population et des installations inadéquates ont des effets désastreux, en particulier sur la santé et la nutrition. Pour ce qui a trait à l'évaluation des besoins de la population, ECHO s'efforcera d'assurer que les partenaires travaillant sur le terrain fournissent les informations nécessaires pour étoffer l'analyse plus globale et l'évaluation de la situation. Le problème posé par l'établissement de systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement est compliqué par la difficulté de prédire la durée de la crise et donc la nécessité à plus long terme de mettre en place des structures plus permanentes.
- **Sécurité alimentaire:** Les activités viseront principalement à réduire la dépendance des groupes les plus vulnérables à l'égard de l'aide alimentaire en soutenant des activités productrices et génératrices de revenus par des mesures autres que l'aide alimentaire (p. ex. distributions de semences et d'outils dès que les champs sont de nouveau accessibles). ECHO intervient traditionnellement dans les zones où la sécurité alimentaire est peu ou non existante et ceci afin de stimuler la complémentarité d'action et la bonne coordination, tout en atteignant ceux qui, autrement, seraient privés d'aide alimentaire.
- **Besoins non alimentaires:** Les activités viseront principalement à aider les groupes cibles à couvrir leurs besoins en abris, articles ménagers et autres. Etant donné le nombre croissant de déplacés pendant 2003 et des structures qui les abritent, ce domaine mérite une attention spécifique.

²¹ Résolution du Parlement européen adoptée le 03/07/03 à Strasbourg: <http://www3.europarl.eu.int>.

- **Protection et coordination:** ECHO est de plus en plus concerné par le manque de protection de la population dans le nord. Les ONGs et les Nations unies ont récemment attiré l'attention internationale à ce sujet. Faisant partie des initiatives de protection, ECHO continuera à donner la priorité à des cours de formation pour la perceptibilité des mines et les méthodes d'information sur le sujet pour les personnes dans les camps, dans le contexte d'interventions multi-sectorielles. Les initiatives visant à la réhabilitation²² des enfants-soldats continueront à être soutenues. Il faudra aussi encourager nos partenaires à développer d'autres projets qui visent des composantes de protection. Deux Résolutions²³ au niveau de l'Union européenne au cours de 2003 ont mis en relief les violations des droits de l'enfant et le besoin de mettre fin à la participation des enfants-soldats dans les conflits. En plus, ECHO soutiendra également le rôle de coordination d'UNOCHA à travers d'un appui aux nouveaux postes dans les zones de conflit.

3 - Durée prévue des actions dans le cadre de la décision proposée:

La durée pour la mise en œuvre de la présente décision sera de **15 mois**.

Les opérations humanitaires financées dans le cadre de cette décision doivent être mises en œuvre durant cette période.

Les dépenses à effectuer en vertu de cette décision seront éligibles à partir du 1^{er} janvier 2004.

Au cas où la mise en œuvre des actions envisagées dans le cadre de cette décision serait interrompue pour des raisons de *force majeure* ou toute autre circonstance comparable, la période d'interruption ne sera pas prise en compte dans le calcul de la durée des opérations.

En fonction de l'évolution de la situation sur le terrain, la Commission se réserve le droit d'abroger et de mettre fin aux contrats signés avec les organisations humanitaires d'exécution, si la mise en œuvre est interrompue pendant plus d'un tiers de la durée prévue de l'opération. La procédure prévue à cet effet dans l'accord-cadre de partenariat sera alors appliquée.

4 – Interventions/décisions précédentes de la Commission dans le contexte de la crise actuelle

Durant la période 2000-2002, les fonds ECHO mis à la disposition de l'Ouganda ont totalisé près de 3 millions d'euros (2 930 000 €). Un montant supplémentaire de 8 millions d'euros a été mis à disposition en 2003, et il a été presque entièrement alloué, et la présente décision met un total de **6 millions d'euros à la disposition de l'Ouganda pour 2004**.

²² Ceci couvre le soutien médical et psychologique.

²³ Résolution du Parlement européen adoptée le 03/07/03 à Strasbourg: <http://www3.europarl.eu.int> et la Résolution de l'Assemblée parlementaire conjointe ACP-EU adoptée le 15/10/03. Ref : ACP-EU 3587/03/fin.

ECHO/UGA/210/2004/01000

Donateurs en Ouganda en 2003

1. États membres de l'UE ^(*)		2. Commission européenne		3. Autres	
	EUR		EUR		EUR
Autriche		ECHO	8.000.000	UN Appeal	86.000
Belgique		AIDCO (B-ENV)	117.000.000	OFDA	3.340.000
Danemark		DEV (9ème FED)	246.000.000	FOOD FOR PEACE	4.340.000
Finlande	200.000			GTZ (CARITAS)	167.000
France				UNICEF	836.000
Allemagne	970.060				
Grèce					
Irlande	400.000				
Italie					
Luxembourg					
Pays-Bas	550.000				
Portugal					
Espagne					
Suède	3.800.000				
Royaum-Uni	2.100.000				
Sous-total	8.020.060	Sous-total	371.000.000	Sous-total	8.769.000
		Total	387.789.060		

Date: 02/12/2003

(*) Source: ECHO: Système de rapport à 14 points pour les États membres. <https://nac.cec.eu.int>

Les cases vides signifient: pas d'information disponible ou pas de contribution

6 – Montant de la décision et répartition par objectif spécifique :6.1. - Montant total de la décision: **6 millions d'euros**

6.2. - Ventilation du budget pour l'objectif général:

Objectif général: <i>Assister les groupes de population vulnérables affectés par l'insécurité et les aléas climatiques en Ouganda.</i>			
Objectif spécifique	Montant alloué par objectif spécifique (€)	Partenaires potentiels*	Zone géographique possible de l'intervention
Venir en aide à 1 million de personnes affectées par la concentration (Santé et nutrition, eau et assainissement, besoins non alimentaires, sécurité alimentaire, protection et coordination)	6 000 000	AVSI, OXFAM, ACF, IRC, CARE, UNHCR, MSF, AISPO, DCA, MEDAIR, Croix-Rouge, UNOCHA, GOAL, GAA, WV, COOPI et Action Aid	Districts du nord, de l'est, du centre et de l'ouest de l'Ouganda (notamment Gulu, Kitgum, Pader, Kotido, Katakwi, Soroti, Lira, Kaberamaido, Nebbi et Bundibugyo)
TOTAL	6 000 000		

DÉCISION DE LA COMMISSION

du

relative au financement d'opérations humanitaires sur le budget général de l'Union européenne en Ouganda

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,
vu le règlement (CE) du Conseil n° 1257/96 du 20 juin 1996 concernant l'aide humanitaire²⁴,
et notamment son article 15, paragraphe 2,

considérant ce qui suit:

- 1) Les effets du haut niveau d'insécurité ont causé le déplacement d'environ 1 217 000 personnes des districts du nord, du nord-est et, plus récemment, du centre de l'Ouganda et de la région du Teso (Katakwi et Soroti), pays Acholi inclus (Gulu, Kitgum et Pader), où 80% de la population est aujourd'hui déplacée;
- 2) Le conflit a entraîné la création d'un nombre croissant de camps de déplacés et fait augmenter de 500 000 le nombre des personnes déplacées depuis juin 2003;
- 3) Une évaluation de la situation humanitaire a amené à conclure que des opérations d'aide humanitaire devraient être financées par la Communauté pendant une période de **15** mois;
- 4) Il est estimé qu'un montant de 6 000 000 € provenant de la ligne budgétaire 23 02 01 du budget général de l'Union européenne est nécessaire pour fournir une assistance humanitaire aux groupes de population vulnérables affectés par l'insécurité en Ouganda;
- 5) Conformément à l'article 17, paragraphe 3 du règlement (CE) n° 1257/96, le comité d'aide humanitaire a émis un avis favorable le 19 février 2004.

DÉCIDE :

Article 1

1. Conformément aux objectifs et orientations générales de l'aide humanitaire, la Commission approuve l'octroi d'un montant total de **6 millions d'euros** pour des opérations d'assistance humanitaire menées en faveur de la population de l'Ouganda afin de venir en aide aux groupes de population vulnérables affectés par l'insécurité et les aléas climatiques, au titre de la ligne budgétaire 23 02 01 du budget général de l'Union européenne.

²⁴ JO L 163 du 2.7.1996, p. 1-6

2. Conformément à l'article 2 du règlement (CE) n° 1257/96 du Conseil, les opérations humanitaires seront mises en œuvre dans le cadre de l'objectif spécifique suivant:

Assister les groupes de population vulnérables affectés par l'insécurité et les aléas climatiques.

Article 2

1. La durée de mise en œuvre de la présente décision s'étend sur une période maximum de **15 mois**, commençant le **1^{er} janvier 2004**. Les dépenses engagées dans le cadre de la présente décision sont éligibles à partir de cette même date.
2. Si les actions envisagées dans la présente décision sont suspendues pour cause de *force majeure* ou en raison de circonstances comparables, la période de suspension ne sera pas prise en considération dans le calcul de la durée de mise en œuvre de cette décision.

Article 3

La présente décision prend effet à la date de son adoption.

Fait à Bruxelles,

Par la Commission

Membre de la Commission

Objectif spécifique:	Montant alloué par objectif spécifique (€)
Assister les groupes de population vulnérables affectés par l'insécurité et les aléas climatiques (Santé et nutrition, eau et assainissement, besoins non alimentaires, sécurité alimentaire, protection et coordination)	6 000 000
TOTAL	6 000 000